

L'Alsace 3 mai 2011

## Suppression de postes : « C'est une question de société »



Les manifestants demandent notamment la relance de la scolarisation dès 2 ans, la création de postes de remplaçants dans le 1<sup>er</sup> degré, l'arrêt des suppressions de postes de Rased. Photo Hervé Kielwasser

**Quelque 250 personnes ont manifesté, hier, devant le conseil général à Colmar, où se tenait le conseil départemental de l'Éducation nationale qui doit dessiner la prochaine rentrée. Près de 200 suppressions de postes sont programmées.**

« Pas d'école au rabais » et « École pauvre = société faible » étaient quelques-uns des slogans arborés par quelque 250 manifestants (enseignants, syndicats, étudiants, parents, proches) opposés aux choix de l'inspectrice d'académie concernant la rentrée prochaine, hier après-midi sur le parvis du conseil général à Colmar. Plusieurs écoles menacées par des fermetures de classes étaient représentées : Michelbach-le-Bas, Spechbach, Boll-willer, Lautenbach-Zell, Wintzenheim, Thannenkirch...

À l'intérieur de l'édifice se tenait le conseil départemental de l'Éducation nationale devant entériner ou non les choix faits en février dernier par l'Éducation nationale pour sa prochaine rentrée (ses conclusions seront connues ce mardi). Ces choix prévoient notamment la suppression de 193 postes d'enseignants dans le département, la déscolarisation des enfants de 2 ans et des effectifs de 30 élèves par classe en collège.

Alors que ce conseil, présidé par le préfet, rassemble, outre les syndicats enseignants et l'inspectrice d'académie, des représentants des collectivités locales et des parents d'élèves, les syndicats souhaitent par cette action « ouvrir le débat à la société » : « Ce n'est pas qu'une affaire de profs, c'est un problème de société. » « On veut que l'inspectrice d'académie respecte les règles qu'elle a elle-même établies, comme l'ouverture de classes à partir de 30 élèves en collège », a rappelé le Sgen-CFDT. Qui dénonce aussi la mise à mal du potentiel de remplacement.

L'Unsa-Éducation regrette que cette carte scolaire se déroule « dans un contexte de politique gouvernementale de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux » et pointe notamment des classes passées de 28-29 élèves à 30 en second degré et de 26 à 30 dans certains collèges fragiles.

La FSU propose la relance de la scolarisation dès 2 ans, la création de postes de remplaçants dans le 1<sup>er</sup> degré, l'arrêt des suppressions de postes de Rased...

Autres inquiets, les étudiants : en Alsace, près de 400 seront titulaires cette année d'un master Enseignement et formation premier degré pour seulement 47 places au concours 2011 : « Quel avenir professionnel pour nous ? »

Anne Vouaux